

N° DP 24/629

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 10 000 EUROS A L'ASSOCIATION BOURSE DU TRAVAIL DE TOULON - CONVENTION D'OBJECTIFS 2024

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

CONSIDERANT la demande de subvention émanant de l'Association Bourse du Travail de Toulon au titre de la mise en œuvre d'aménagement des locaux de la bourse de travail pour améliorer les conditions de travail des salariés et l'accueil des usagers,

CONSIDERANT qu'il s'agit bien d'un soutien à une opération pour faciliter l'activité sociale, économique et d'intérêt général pour permettre aux salariés d'accéder à tous renseignements juridiques ou administratifs les concernant,

CONSIDERANT que le caractère éminemment solidaire des activités menées par cette association tant pour les actifs de la Métropole mais aussi pour les administrés en position de retraite,

CONSIDERANT qu'il est important sur le territoire métropolitain de disposer d'un « Guichet Unique » chargé de distribuer l'information sociale,

CONSIDERANT le caractère exceptionnel de la demande chiffrée à 10 000 euros,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER une subvention de 10 000 euros (dix mille euros) l'Association « Bourse du Travail de Toulon ».

ARTICLE 2

DE SIGNER la convention, ci-annexée, avec l'association « Bourse du Travail de Toulon » en vue de l'attribution d'une subvention de 10 000 euros (dix mille euros).

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de l'exercice 2024 opération n°2 article 65748.

La présente Décision sera

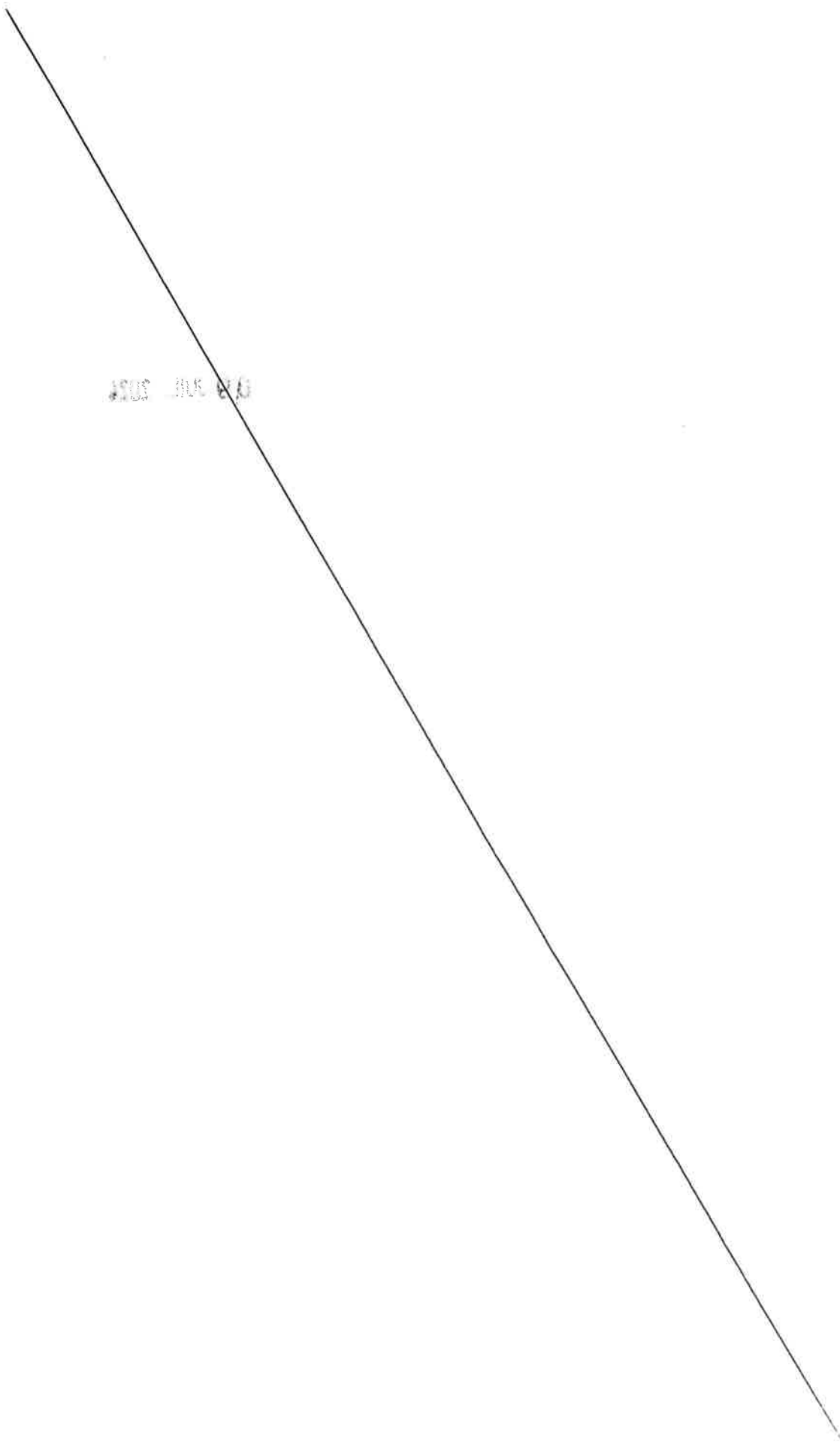
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **09 JUL. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





Convention annuelle d'objectifs

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision n°24/ en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'association BOURSE DU TRAVAIL DE TOULON régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège 13, Avenue Amiral Collet – 83000 TOULON, représentée par le Président dûment mandaté, Monsieur Richard ROMEO GIBERTI habilité à cet effet par les statuts de l'association

Ci-Après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Bourse du travail de Toulon a pour but de faciliter l'activité sociale, économique et d'intérêt général des organisations syndicales adhérentes auprès des salariés des organisations patronales et des pouvoirs publics en mettant à leur disposition les bureaux et salles de réunion nécessaires.

Elle permet aux salariés actifs, retraités ou privés d'emploi d'accéder à tous renseignements juridiques ou administratifs les concernant.

L'association est en charge de la gestion interne et de l'entretien de l'immeuble mis à disposition par la ville, et dans le cadre de la mise en œuvre d'aménagement, la Bourse du travail se voit dans la contrainte d'améliorer ses locaux et ainsi améliorer les conditions de travail des salariés et d'accueil des usagers.

Il s'agit bien d'un soutien à une opération de maintien d'une activité sociale, économique et d'intérêt général tant pour les actifs de la Métropole que pour les administrés en position de retraite,

Pour ces raisons, il est décidé de soutenir la Bourse du Travail de Toulon.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2024.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024 l'association Bourse du Travail de Toulon à hauteur de 10 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe I de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au Budget Principal 2024, opération n°2 article 65748.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 10 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un versement, soit 10 000 euros, à la notification de la convention.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une subvention comprise entre 23 et 75 000 euros*).

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (*si la subvention est supérieure à 75 000 euros*).

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée d'un an. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

ARTICLE 15 : ANNEXES

La présente convention comporte deux annexes :

- Annexe I : Budget prévisionnel global 2024 de l'association Bourse du Travail de Toulon.
- Annexe II : RIB de l'association

Fait à Toulon, le

Le Président de l'Association
Bourse du Travail de Toulon

Richard ROMEO GIBERTI

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Votre dossier

Informations complémentaires

Informations complémentaires

Type de subvention : **Subvention de fonctionnement annuel**

Description de la demande : **Immeuble appartenant à la Municipalité de Toulon. Les Organisations étant en charge de la gestion interne et de l'entretien**

Nombre d'adhérents : **20**

Date de la dernière modification des statuts : **06/09/2016**

Déclarée en préfecture le : : **06/09/2016**

Déclaration en préfecture de modification le : : **06/09/2016**

Budget prévisionnel

Millésime : **Année 2024**

Charges

	Coût prévu
60 - Achats	1 158,00 €
Achats matières et fournitures	1 158,00 €
61 - Services extérieurs	7 142,00 €
Entretien et réparation	7 142,00 €
69 - Impôts sur les bénéfices (IS), Participation des salariés	1 700,00 €
Impôts sur les bénéfices (IS), Participation des salariés	1 700,00 €

Produits

Financement prévu

74 - Subventions d'exploitation	10 000,00 €
---------------------------------	-------------

Métropole TPM	10 000,00 €
---------------	-------------

TOTAL CHARGES : 10 000,00 €

TOTAL PRODUITS : 10 000,00 €

Pièces

Lettre de demande de subvention

adressée au Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée



COURRIER DE DEMANDE.pdf (270.56 Ko)

17/04/2024 11:49
(Europe/Paris)

Récépissé de déclaration de la création à la préfecture et / ou de la dernière modification



RECEPISSE MODIF.pdf (243.57 Ko)

17/04/2024 11:05
(Europe/Paris)

Statuts

Dernière version des statuts de l'association signés par le président et un autre membre



STATUTS.pdf (1.54 Mo)

17/04/2024 11:05
(Europe/Paris)



Relevé d'identité bancaire-IBAN

CCM TOULON LIBERTE
TEL 0 820 201 060
(Service 0,12 €/min + prix appel)
7 BOULEVARD DE STRASBOURG
83000 TOULON

Identifiant national de compte bancaire - RIB

Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande, à vos créanciers ou débiteurs, français ou étrangers, appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, paiements, etc...)

This statement is intended to be delivered, to those of your creditors or debtors who have transactions posted to account (credit, transfers, payments, etc.....)

Code Banque	Code Guichet	Numéro de Compte	Clé RIB	Domiciliation
10278	08988	00029882840	22	CCM TOULON LIBERTE

Identifiant international de compte bancaire

IBAN (International Bank Account number)	BIC (Bank Identification Code)
FR76 1027 8089 8800 0298 8284 022	CMCIFR2A

TITULAIRE DU COMPTE
ACCOUNT OWNER

ASS BOURSE DU TRAVAIL
CHEZ UD CFDT
13 AVENUE AMIRAL COLLET
83000 TOULON

